

# E C O N O M I E

## HISTORIQUE

La formation de l'économie genevoise, telle que nous la connaissons aujourd'hui apparaît principalement à travers une évolution dont le point de départ se situe dans la seconde moitié du XIXe siècle.

• Dans une première phase, qui s'étend de 1860 à 1920, on observe que l'agriculture doit faire face à un accroissement de la concurrence des produits agricoles importés dans le canton, résultant de l'amélioration des moyens de transport. Pendant cette période, la seconde révolution industrielle s'installe à Genève. Parmi les événements les plus caractéristiques de cette époque, on peut mentionner l'apparition dans notre canton de la branche des machines et appareils qui, à ses débuts, avait pour tâche de mettre au service de la science des instruments de précision originaux. Toutefois, déjà à ce moment-là, on se rend compte que l'avenir de l'industrie genevoise est hypothéqué par une révolution ferroviaire manquée, qui laissera notre canton en marge des principales relations du réseau international, et l'absence de zones industrielles.

L'environnement est, en revanche, beaucoup plus favorable pour les activités de services : la création de la grande zone, en 1860, étend le rayon d'influence du commerce genevois, qui bénéficie déjà de l'urbanisation du canton. Le système bancaire, dont l'origine remonte à la fin du XVIIIe siècle, se renforce avec la naissance de la Bourse de Genève (1850), l'apparition des premières sociétés financières et l'ouverture dans le canton de succursales de grands établissements de crédit étrangers et suisses alémaniques. Le développement de l'hôtellerie est spectaculaire : en 1912, on compte 118 établissements et 5'407 lits d'hôtes, contre respectivement 25 et 2'135 en 1880.

• La phase de 1920 à 1950 est marquée par des modifications structurelles et des difficultés conjoncturelles : disparition de la grande zone, stagnation démographique, dépression de 1929, chômage, etc. Au milieu de ces facteurs négatifs se situe cependant un élément d'une importance fondamentale pour le développement de l'économie genevoise : il s'agit de l'émergence du secteur international, avec la création de la Société des Nations (SdN) et de l'Organisation internationale du travail, dont le Bureau international du travail (BIT) est le secrétariat permanent. Fondées toutes deux en 1919, ces organisations internationales s'implanteront à Genève dès l'année suivante mais elles n'occuperont leurs propres locaux qu'en 1926 pour le BIT et qu'en 1936 pour la SdN.

L'installation de ces deux grandes organisations internationales donne un nouvel élan à l'équipement de Genève dans le secteur des services : on mentionnera notamment le développement de l'aéroport de Genève-Cointrin, dont la création date de 1919, l'amélioration des communications téléphoniques et télégraphiques, ainsi que la modernisation de nombreux hôtels.

• La dernière phase, de 1950 à nos jours, est caractérisée par une forte croissance démographique, l'affaiblissement et la perte d'autonomie d'un grand nombre d'entreprises industrielles et l'accélération de la tertiarisation de l'économie genevoise.

Pendant cette période, l'agriculture poursuit sa rationalisation, ce qui lui permet d'améliorer ses rendements et la qualité de ses produits. En outre, elle compense la perte de terrains résultant du développement de l'agglomération genevoise par l'acquisition ou la location de surfaces au-delà de la frontière.

Alors qu'au moment de sa création l'industrie genevoise avait été une industrie d'innovation, tel n'était plus le cas après la seconde guerre mondiale. Dès lors, pour faire face à la concurrence, qui était le fait de grandes unités, elle aurait dû accroître la dimension de ses entreprises. Cette impasse dans laquelle s'est trouvée l'industrie genevoise n'a été perçue qu'à partir de la fin des années 1950, au moment où ont eu lieu les premiers rachats et les premières prises de participations par des groupes suisses alémaniques et étrangers. A titre d'exemple, on rappellera les cas suivants d'entreprises localisées à Genève dont le contrôle a passé à l'extérieur du canton :

- Chirat (par Knorr AG, société rattachée au groupe américain Corn Products)
- Laurens (par un holding rattaché à deux groupes étrangers)
- Givaudan (par Hoffmann-La Roche)
- Laboratoires Sauter (par Hoffmann-La Roche)
- Gardy (par un holding rattaché aux Câbleries et Tréfileries de Cossonay, lui-même dépendant en partie de sociétés suisses alémaniques)
- Hispano-Oerlikon (par Oerlikon-Bührle)
- Ateliers de Sécheron (par Brown-Boveri)
- Société genevoise d'instruments de physique (en partie par Hoffmann-La Roche)
- Sodeco-Saia (par Landis & Gyr).

Quant aux activités de services, leur progression s'accélère, la croissance des unes entraînant celle des autres.

Dès la fin de la guerre 1939-1945, on assiste à un développement rapide du secteur international. Cette évolution est illustrée par l'implantation à Genève de nouvelles organisations internationales gouvernementales (OIG) et des missions permanentes auprès de ces organisations. Les 13 OIG que compte actuellement le canton se sont établies à Genève aux dates suivantes :

- |  |      |
|--|------|
| . Office des Nations Unies                             | 1946 |
| . Bureau international du travail                      | 1920 |
| . Organisation mondiale de la santé                    | 1948 |
| . Union internationale des télécommunications          | 1948 |
| . Organisation météorologique mondiale                 | 1953 |
| . Organisation mondiale de la propriété intellectuelle | 1960 |

. Bureau international d'éducation	1929
. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	1952
. Organisation européenne pour la recherche nucléaire	1954
. Association européenne de libre-échange	1960
. Comité intergouvernemental pour les migrations européennes	1951
. Union interparlementaire	1971
. Organisation internationale de protection civile	1976.

Le nombre de missions permanentes a plus que doublé de 1950 à nos jours : on en compte actuellement une centaine.

Parmi les autres faits marquants de l'évolution du secteur des services à Genève depuis 1945, on relèvera :

- le développement de l'aéroport de Genève-Cointrin, qui devient intercontinental. La piste est allongée à trois reprises et deux bâtiments d'aérogare sont inaugurés, le premier en 1949 et le second en 1968;
- la forte croissance du commerce de gros avec, notamment, l'installation à Genève de sièges européens de sociétés multinationales;
- la prospérité des établissements bancaires, qui participent au financement de la reconstruction de l'Europe et bénéficient du retour à la convertibilité des monnaies à la fin des années 1950 ainsi que du rôle toujours plus grand de centre financier international joué par la Suisse;
- l'expansion de l'équipement hôtelier, qui compte aujourd'hui environ 170 établissements et 14 000 lits d'hôtes, contre respectivement 145 et 4 700 vers 1950.

#### EVOLUTION RECENTE

La croissance de l'économie genevoise, mesurée en terme d'emplois, a été très supérieure à la moyenne suisse depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'importance démographique et économique de Genève s'est ainsi accrue sur le plan national :

	nombres absolus		Genève/Suisse (%)	
	population <sup>1)</sup>	emplois <sup>2)</sup>	population	emplois
1955	218 000	104 000	4,4	4,4
1965	296 000	153 000	5,0	5,5
1975	339 000	180 000	5,3	6,6

1) statistique cantonale

2) recensements fédéraux des entreprises (emplois complets)

Plus récemment, les difficultés apparues dès le début des années 1970 dans certaines branches industrielles (textiles, vêtements, machines) puis l'aggravation intervenue depuis 1974/75 - apparition du chômage, départs de travailleurs étrangers - ont été moins marquées à Genève, que dans la plupart des autres cantons (arc jurassien, nord-est du pays en particulier).

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution :

- . Le phénomène d'urbanisation, qui est lié au type de développement qu'a connu la Suisse, comme tous les pays industriels : les grandes agglomérations (Zurich, Bâle, Genève, Berne, Lausanne) ont polarisé la croissance économique et démographique aux dépens des régions rurales. Deux grands courants d'immigration ont alimenté cette polarisation :
  - migrations des cantons ruraux vers les cantons urbains, des cantons "pauvres" vers les cantons "riches",
  - immigration étrangère, qu'elle soit durable ou temporaire (travailleurs saisonniers et frontaliers).
- . Ce type de développement s'est traduit, du point de vue de la structure de l'emploi, par l'apparition et le développement rapide d'activités dites tertiaires - commerce, transports, administration, santé. Un processus d'entraînement s'est ainsi trouvé engagé entre croissance économique et croissance démographique, l'apparition de besoins nouveaux - logements, communication, soins de santé, etc nécessitant le recours à une main-d'oeuvre extérieure, celle-ci contribuant par cela même à accroître la demande de biens et de services.
- . Le contrôle graduel de l'immigration étrangère en Suisse, mis en place par les autorités fédérales depuis 1964, a relativement peu perturbé le développement de l'économie genevoise qui disposait, comme les autres cantons-frontière - Bâle et Tessin notamment - d'une réserve de main-d'oeuvre échappant aux restrictions : les travailleurs frontaliers. En dix ans, de 1965 à 1975, leur nombre passait de 6 000 (3,7% des emplois du canton) à 22 000 (10,8%).
- . Les organisations internationales en particulier ont pu poursuivre normalement leur expansion du fait que leur statut les mettait à l'abri des restrictions fédérales touchant les travailleurs étrangers sous permis.

L'ensemble du secteur international et les banques ont eu un rôle stabilisateur pour l'économie genevoise depuis le début des années 1970. Malgré quelques alertes - difficulté pour les organisations internationales d'assurer leur financement en raison de la valeur très élevée du franc suisse, transfert de certaines activités de l'ONU vers d'autres sièges - ce secteur a, pour le moins, maintenu ses positions, alors que les branches de l'industrie et la construction connaissaient les mêmes difficultés que dans le reste du pays.

## SITUATION PRESENTE

En 1975, date du dernier recensement complet des activités économiques, 18 200 établissements furent dénombrés à Genève. Parmi ceux-ci, 23 occupaient plus de 500 personnes, 207 de 100 à 500 personnes. Plus de la moitié du total (10 900) étaient de petits établissements, occupant de 1 à 3 personnes.

La structure des emplois était la suivante :

Sur 201 200 emplois au total,

179 800 (89%) étaient à temps complet  
21 900 (11%) étaient à temps partiel

126 300 (63%) étaient occupés par des hommes  
74 900 (37%) étaient occupés par des femmes

172 500 (86%) étaient occupés par des personnes résidant à Genève  
28 700 (14%) étaient occupés par des personnes résidant hors de Genève (France ou canton de Vaud).

Quelles sont les branches fortes de l'économie genevoise ? Pour répondre à cette question, on devrait prendre en compte de nombreux facteurs : importance de la main-d'oeuvre, chiffre d'affaires, rendement fiscal, originalité et qualité de la production, etc. Nous devons nous limiter ici à quelques généralités :

- L'importance des organisations internationales a été soulignée. En plus des activités ordinaires, ces organisations accueillent régulièrement de nombreuses réunions internationales; celles-ci ont donné lieu en 1977 à environ 14 000 séances de travail, suivies par 52 000 experts et délégués.

- Parmi les autres branches fortes du secteur tertiaire genevois, mentionnons les banques et assurances (13% du total suisse des emplois de cette branche), la recherche scientifique (11%), le commerce de gros (10%), les affaires immobilières (18%).

- En ce qui concerne l'industrie, bien que la part genevoise dans le total suisse soit relativement faible (4,4% du total suisse des emplois), il faut mentionner plusieurs productions dans lesquelles Genève occupe une position de pointe. Citons dans l'industrie métallurgique, la machine-outil de haute précision et le matériel électro-technique (transformateurs, pompes et turbines hydrauliques); dans la chimie, les produits de synthèse pour la parfumerie et les arômes alimentaires; dans l'horlogerie-bijouterie, les articles de luxe produits à la pièce ou en petite série.

En outre, le canton se caractérise encore par un éventail englobant toutes les branches présentes dans l'ensemble de l'industrie suisse.

## EMPLOIS SELON LA BRANCHE ECONOMIQUE, EN 1955, 1965, 1975 1)

	NOMBRES ABSOLUS			REPARTITION (%/oo)		
	1955	1965	1975	1955	1965	1975
SECTEUR PRIMAIRE	4 778	2 936	2 477	46	19	14
SECTEUR SECONDAIRE	45 571	59 305	52 435	439	389	292
dont :						
<u>Industrie, arts et métiers</u>	36 246	42 408	37 323	349	278	208
- produits alimentaires	3 817	4 218	3 557	37	28	20
- arts graphiques	2 208	3 173	3 396	21	21	19
- industrie chimique	1 940	2 558	3 136	19	17	17
- métallurgie, installateurs du bâtiment	4 857	7 721	6 476	47	51	36
- machines, appareils, véhicules	10 211	11 952	10 693	98	78	60
- horlogerie, bijouterie	4 820	5 152	4 219	46	34	24
<u>Bâtiment, génie civil</u>	8 163	15 018	12 147	79	98	68
SECTEUR TERTIAIRE	53 365	90 348	124 864	515	592	694
dont :						
commerce de gros, courtage	4 499	9 463	11 795	43	62	65
commerce de détail	11 260	16 025	17 789	109	105	99
banques, assurances	3 778	7 842	14 040	36	52	78
transports, entrepôts, expédition	4 129	5 878	7 754	40	38	43
poste, télécommunications	1 730	2 679	3 479	17	18	19
hôtels, restaurants	6 857	10 121	10 175	66	66	57
administration publique, instruction, cultes	5 322	9 647	14 030	51	63	78
organisations internationales	2 921	7 260	14 346	28	48	80
hygiène publique	2 280	5 136	9 267	22	34	51
consultation, repr. d'intérêts, services commerciaux	3 277	5 458	9 421	32	36	52
T O T A L	103 714	152 589	179 776	1 000	1 000	1 000

1) Emplois complets uniquement.

Le tableau ci-dessus montre clairement le déclin relatif de l'industrie et l'expansion du secteur tertiaire à Genève à partir des années 1950.

On observe notamment que l'effectif des branches industrielles au sens étroit du terme (c'est-à-dire à l'exclusion du bâtiment, du génie civil et des activités liées à l'économie énergétique et à la protection de l'environnement) se situe, en 1975, au même niveau qu'en 1955, après avoir progressé de 17% entre 1955 et 1965. L'évolution de l'industrie dépend étroitement de celle de la branche "machines, appareils et véhicules", qui reste l'un des principaux employeurs du canton.

Pendant la même période, le secteur tertiaire a progressé de façon continue, quoique moins rapidement entre 1965 et 1975 que pendant la décennie précédente. On remarquera tout particulièrement l'accroissement de la part du commerce de gros, des banques et assurances, des organisations internationales et de la branche comprenant la consultation, la représentation d'intérêts et les services commerciaux.

## L'AVENIR

Les conditions de l'économie mondiale et locale ne permettent plus d'envisager dans un proche avenir une progression de l'emploi comparable à celle enregistrée de 1955 à 1975.

La croissance de nos principaux partenaires commerciaux s'est fortement réduite. En outre, point n'est besoin de s'étendre sur les incertitudes liées aux problèmes monétaires et énergétiques.

Sur le plan local, on peut mentionner plusieurs facteurs susceptibles de freiner la croissance économique du canton :

- faible potentiel démographique genevois (en l'absence d'immigration, confédérée ou étrangère, la population du canton est condamnée au déclin),
- maintien des mesures fédérales limitant l'immigration étrangère,
- avenir incertain de diverses branches économiques, en particulier de l'industrie qui devrait continuer de subir les effets de la redistribution de la production à l'échelon national et international,
- ralentissement de la croissance du secteur international résultant de facteurs politiques (tendance à la décentralisation) et économiques (récession mondiale).

Pour faire face à ces éléments négatifs, le canton de Genève dispose d'un certain nombre d'atouts :

- situation géographique (au centre de l'Europe),
- qualité de l'infrastructure des services (hôtellerie, télécommunications, aéroport),
- statut politique de la Suisse (neutralité),
- environnement multilingue et ouverture au monde,
- concentration géographique des organisations internationales (facteur d'économie important et susceptible de dissuader certaines organisations envisageant de transférer leurs services à l'étranger),
- réservoir de main-d'oeuvre frontalière.